

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 27/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



PERRIGAULT

ZAC LES GOUCHOUX EST
69220 Belleville-en-Beaujolais

Références : UD-R-CTESSP-23-N°73-SP
Code AIOT : 0006105234

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2023 dans l'établissement PERRIGAULT implanté ZAC les Gouchoux EST 69220 Belleville-en-Beaujolais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERRIGAULT
- ZAC les Gouchoux EST 69220 Belleville-en-Beaujolais
- Code AIOT : 0006105234
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PERRIGAULT est implantée depuis 2000 sur la zone d'activités "Les Gouchoux" située au Nord de la commune de Belleville en Beaujolais. La société a été reprise depuis fin 2018 par de nouveaux dirigeants (sans qu'il y ait de changement d'exploitant d'un point de vue administratif). Son activité principale est la galvanisation de pièces en acier dans un bain de zinc fondu et chauffé à 450°C. Préalablement, les pièces sont traitées par passage dans des bains de dégraissage et de décapage acide. Un fluxage des pièces est également réalisé avant leur galvanisation.

Les installations classées du site sont :

– le traitement de surface : rubrique 3260 (IED) à autorisation pour 288,9 m³, (le double classement avec la rubrique 2565 est supprimé du fait de l'évolution récente de la nomenclature) ;

- la galvanisation :
- sous la rubrique 3230-c (transformation des métaux ferreux) à autorisation pour 5 t/h ;
- sous la rubrique 2567-1a (galvanisation par immersion) à autorisation pour 37 m³.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite de février 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Air - Rejets atmosphériques bain de zinc	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 3 paragraphe §1.3.5	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
2	Air - Politique de gestion des manches de filtration	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 2 paragraphe §3.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Air - Respect des valeurs limites d'émission	AP Complémentaire du 25/07/2000, article 2 paragraphe §3.1 et annexe 3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Déchets - Export	Règlement européen du 14/06/2006, article 1013/2006	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Eau - Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article annexe 4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 2 paragraphe 6.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Déchets - Registre	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
7	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 2 paragraphe 4.3	/	Sans objet
9	Clôture du site	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 2 paragraphe §6.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour lever ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Air - Rejets atmosphériques bain de zinc

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 3 paragraphe §1.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Air - Rejets atmosphériques bain de zinc
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une autosurveillance des rejets atmosphériques sera réalisée par l'exploitant, elle portera sur : - le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration. L'exploitant s'assurera notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalie dans le fonctionnement des ventilateurs ainsi que du bon fonctionnement des installations de traitement éventuel ; [...]
Constats : Lors de la précédente visite du 16 février 2021, l'Inspection avait constaté que l'exploitant procédait à un contrôle mensuel de l'état de marche du système d'aspiration et de filtration des poussières (filtres à manche) du bain de zinc fondu. L'exploitant avait précisé qu'il s'agissait d'un contrôle visuel relatif au bon fonctionnement de l'aspiration, au décolmatage régulier des manches et à la quantité de poussières récupérées. L'Inspection avait constaté que ce contrôle faisait l'objet d'une fiche d'enregistrement mais que celle-ci ne permettait pas d'identifier l'exhaustivité des contrôles réalisés. Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a présenté à l'Inspection la nouvelle version de la fiche d'enregistrement de ses contrôles. L'Inspection a constaté que cette fiche de suivi est dorénavant représentative des opérations réalisées. Néanmoins, l'exploitant a indiqué avoir réduit sa fréquence de contrôle à une fréquence trimestrielle et non plus mensuelle depuis début 2023 car l'installation ne présente jamais d'anomalie lors des contrôles. L'Inspection considère que cette réduction de la fréquence de contrôle n'est pas acceptable car l'absence d'anomalie ne permet pas de justifier une réduction de cette fréquence.
Type de suites proposées : Avec suites
<u>Demande :</u> L'Inspection demande à l'exploitant de revenir à une fréquence de contrôle, a minima mensuelle, des installations de traitement des rejets atmosphériques.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Air - Politique de gestion des manches de filtration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 2 paragraphe §3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air - Politique de gestion des manches de filtration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

Les installations doivent être conçues, implantées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions (fumées, gaz, poussières ou odeurs) à l'atmosphère. [...]
<p>Constats : Lors de la précédente visite du 16 février 2021, l'Inspection avait constaté que le remplacement des manches de filtration par l'exploitant, suite à une détection de dépassement des valeurs limites d'émission en mars 2019, était intervenu au mois de septembre 2019. L'Inspection avait alors demandé à l'exploitant de définir et mettre en place une politique de gestion des manches de filtration visant à réduire le risque d'anomalie pouvant conduire à un dépassement des valeurs limites d'émissions. Cette politique devait aussi permettre à l'exploitant d'être en mesure de mener rapidement une opération de remplacement des manches de filtration.</p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a présenté un document intitulé "Instruction de travail gestion des manches de filtration" visant à garantir la présence sur le site de manches de filtration de rechange afin de procéder à des remplacements rapides en cas de détection d'anomalie.</p> <p>L'Inspection a constaté que ce document vise uniquement à disposer de 20 manches de filtration de rechange sur le site (environ 10% des manches de l'installation d'après l'exploitant) sans que cette politique de gestion des manches de filtration n'intègre d'autres éléments permettant des remplacements préventifs ou des détections préventives d'anomalie par des vérifications des pressions différentielles sur le système de filtration. D'une manière globale, l'Inspection considère que cette politique est insuffisante pour réduire le risque d'anomalie pouvant conduire à un dépassement des valeurs limites d'émissions.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
<p>Demande : L'exploitant doit, sous 2 mois, améliorer sa politique de gestion des manches de filtration afin de réduire le risque d'anomalie pouvant conduire à un dépassement des valeurs limites d'émissions. Cette politique doit aussi permettre à l'exploitant d'être en mesure de mener rapidement une opération de remplacement des manches de filtration.</p> <p>Au regard des actions réalisées, l'Inspection ne propose pas, à ce stade, de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.</p>
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Air - Respect des valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2000, article 2 paragraphe §3.1 et annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Air - Respect des valeurs limites d'émission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] le vitesse d'éjection est d'au moins 13,5 m/sec pour la tour de lavage et 8 m/s pour l'extracteur de la galvanisation.</p>

1. Valeurs limites et surveillance des émissions :

1.1 : installations de traitements de surfaces (conduit n°1) :

Paramètres	Valeurs limites calculés sur gaz sec		Périodicité des mesures
	Concentration (en mg/Nm³)	Flux en g/h	
Acidité totale, exprimée en H+	0,5	30	annuelle
Alcalins, exprimés en OH-	10	500	annuelle
NOx, exprimés en NO ₂	100	6500	annuelle
Cr total	1	50	annuelle
Cr VI	0,1	2	annuelle

1.2 : installations de galvanisation (conduit n°2) :

Paramètres	Valeurs limites calculés sur gaz sec		Périodicité des mesures
	Concentration (en mg/m³)	Flux en g/h	
Zn et composés	1	20	annuelle

Constats : Conformément à la demande de l'Inspection, dans son rapport de la précédente visite du 16 février 2021, le laboratoire agréé en charge du contrôle des rejets atmosphériques réalisé en 2022, a bien pris en compte l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2012 en plus de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000.

L'Inspection a toutefois constaté, toujours à partir du rapport de contrôle a transmis par l'exploitant, daté du 22 juin 2022 :

- le paramètre NOx n'a pas été analysé pour les installations de traitements de surface contrairement à ce qui est exigé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2012 ;
- la vitesse d'éjection de la tour de lavage des installations de traitement de surface ne respecte pas la valeur minimale de 8 m/s fixée par l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Demande : L'exploitant doit respecter la fréquence annuelle de contrôle du paramètre NOx au titre de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2012. L'exploitant doit par conséquent faire réaliser, sous 2 mois, une analyse des rejets atmosphériques des installations de traitement de surface, incluant le paramètre NOx. Le rapport sera transmis à l'Inspection dès réception.

Demande : L'exploitant doit corriger l'anomalie de débit d'éjection de la tour de lavage des installations de traitement de surface. Un nouveau contrôle sera réalisé, sous 2 mois, afin de justifier de la régularisation de cette non-conformité.

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Déchets - Registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Autre, Déchets - Registre

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié,

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats : Lors de la précédente visite du 16 février 2021, l'Inspection avait constaté qu'il manquait des informations dans les registres :

- Registre des déchets dangereux :

- Adresse du transporteur ;

- Numéro de chaque BSD. Des numéros de bordereau étaient bien mentionnés dans le registre mais ils correspondaient à une numérotation propre à l'exploitant ;

- Numéro de notification prévu par le règlement européen n°1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

<ul style="list-style-type: none"> – Registre des déchets non-dangereux : • Code déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; • Adresse du transporteur et numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement. <p>Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant a corrigé son registre des déchets non-dangereux et utilise la plateforme Trackdéchets pour ses déchets dangereux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déchets - Exportations

Référence réglementaire : Règlement européen du 14/06/2006, n°1013/2006
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets - Export
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Règlement européen du 14/06/2006, n°1013/2006
<p>Constats : Lors de la précédente visite du 16 février 2021, l'Inspection avait constaté que l'exploitant avait envoyé certains de ses déchets à l'étranger sans se conformer aux procédures du règlement européen n°1013/2006 du 14 juin 2006 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mattes de zinc (déchets non dangereux) : envoyés en Autriche et Norvège ; - Acide usé chargé de zinc (déchet dangereux) : envoyé en Belgique. <p>Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir expédié de déchet dangereux à l'étranger depuis la dernière visite.</p> <p>Concernant les déchets non-dangereux, l'Inspection a constaté, à partir du registre des déchets non-dangereux de l'année 2022, que des expéditions de mattes de zinc et cendres de zinc ont été réalisées vers la Lituanie. L'exploitant a transmis à l'Inspection le document d'information aussi appelé "annexe VII" (du règlement) conformément à la procédure d'information pour l'export de ce type de déchet vers un pays de l'union européenne. L'exploitant n'a toutefois pas fourni le second document exigé par la procédure d'information : contrat entre la personne qui organise le transfert et le destinataire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
<p><u>Demande :</u> L'exploitant doit, sous 2 mois, améliorer la traçabilité des exportations de ses déchets conformément au règlement européen n°1013/2006 du 14 juin 2006.</p> <p>Au regard des actions menées depuis la dernière visite, l'Inspection ne propose pas, à ce stade, de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.</p>
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Eau - Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau - Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 25/07/2000 modifié

<p>Constats : Lors de la précédente visite du 16 février 2021, l'Inspection avait constaté les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant n'avait pas procédé à une opération de maintenance (curage/pompage) du séparateur d'hydrocarbures des eaux pluviales depuis son installation en 2018. L'exploitant avait indiqué prévoir de réaliser ce type d'opération à une fréquence de 3 à 4 ans et que l'alarme de saturation du séparateur ne s'était pas déclenchée ; - le prélèvement réalisé en 2020 du rejet des eaux pluviales n'avait pas été effectué par l'organisme en charge du contrôle mais par l'exploitant. <p>Dans la cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant a présenté les justificatifs des opérations de curage du séparateur d'hydrocarbures réalisées en mars 2021 et mai 2022. L'exploitant a par ailleurs indiqué mettre en place cette opération de curage à une fréquence annuelle dorénavant ; - l'exploitant a indiqué qu'en 2022, l'organisme en charge du contrôle des eaux pluviales n'a pas réussi à intervenir sur site lors d'un épisode pluvieux. L'exploitant a communiqué à l'Inspection le justificatif de la commande de la surveillance des eaux pluviales pour l'année 2022, incluant le déplacement sur site pour prélèvement.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p><u>Demande :</u> L'exploitant doit, sous 3 mois, procéder à un contrôle des rejets des eaux pluviales par un organisme agréé, y compris la phase de prélèvement. Les résultats seront transmis à l'Inspection dès réception.</p> <p>Au regard des actions correctives menées, l'Inspection propose, à ce stade, de ne pas mettre en demeure l'exploitant sur ce point.</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 2 paragraphe 4.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Plan des réseaux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour.</p>
<p>Constats : Lors de la précédente visite du 16 février 2021, l'Inspection avait constaté que le plan des réseaux n'avait pas été mis à jour suite à l'installation du séparateur d'hydrocarbures en 2018 et les modifications associées du réseau des eaux pluviales.</p> <p>Par courrier du 26 octobre 2021, l'exploitant a transmis à l'Inspection le plan des réseaux mis à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 2 paragraphe 6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et</p>

conformes aux normes en vigueur.

Ces moyens se composent de :

- 2 poteaux incendie de 100mm et 150mm de diamètre publics ou privés implantés à moins de 200 mètres du site débitant 180 m³/h en simultané,
 - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant les risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.
- [...]
- de robinets d'incendie armés

Constats :

Extincteurs :

Lors de la précédente visite du 26 février 2021, l'Inspection avait constaté qu'il n'y avait pas eu de contrôle des extincteurs en 2020.

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant a bien procédé au contrôle des extincteurs en 2021, 2022 et 2023. Le certificat Q4 et le rapport de l'intervention, du 25 janvier 2023, ne présentent pas de non-conformité.

Robinets d'incendie armés :

Lors de la précédente visite du 26 février 2021, l'Inspection avait constaté que le site n'était pas équipé de robinets d'incendie armés contrairement aux exigences du paragraphe §6.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 modifié.

Par courrier du 26 octobre 2021, l'exploitant a transmis à l'Inspection un document justificatif de l'absence de robinets d'incendie armés sur le site. Ce document se réfère aux incompatibilités entre l'eau et le zinc en fusion. L'exploitant a par ailleurs indiqué dans son courrier précité ne pas avoir connaissance d'installation de galvanisation équipée de RIA à cause du risque d'explosion que représente l'usage de RIA à proximité du bain de zinc fondu.

Au regard des éléments présentés, l'Inspection considère que ces éléments permettent de conclure que la prescription relative à la présence de RIA sur le site est inadaptée. La non-conformité est par conséquent levée.

Poteaux incendie :

Lors de la précédente visite du 26 février 2021, l'Inspection avait constaté que l'exploitant n'était pas en mesure de fournir d'information sur la conformité des poteaux incendie à proximité du site vis-à-vis des exigences du paragraphe §6.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000.

Par courrier du 26 octobre 2021, l'exploitant a transmis à l'Inspection les derniers rapports de contrôle par le gestionnaire de ces poteaux. L'Inspection a toutefois constaté que ces deux rapports correspondent à des tests individuels de chacun des deux poteaux (128 m³/h et 131 m³/h) et non une mesure en simultané du débit disponible pour le site de Perrigault (180 m³/h exigé). L'exploitant a indiqué faire face à des difficultés pour obtenir cette donnée auprès du gestionnaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Demande : L'exploitant doit se rapprocher du gestionnaire du réseau d'eau incendie afin de justifier que le débit disponible en simultané sur les deux poteaux est de 180 m³/h conformément au paragraphe §6.3 de l'article 2 de l'arrêté du 25 juillet 2000 modifié. Ces éléments seront transmis à l'Inspection sous 3 mois.

Au regard des éléments déjà transmis, l'Inspection ne propose pas, à ce stade, de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Clôture du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 2 paragraphe §6.1.1
Thème(s) : Autre, Clôture du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. [...]
Constats : Lors de la précédente visite du 16 février 2021, l'Inspection avait constaté que la clôture du site était endommagée sur une dizaine de mètre sur sa partie Sud. Par courrier du 26 octobre 2021, l'exploitant a justifié la réparation de la clôture. Lors de la présente visite, l'Inspection n'a pas constaté d'anomalie concernant la clôture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet